

Lettre de la société civile sur la conférence ministérielle de Nairobi de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

09 décembre 2015

Chers membres de l'OMC,

En tant que membres de 460¹ organisations de la société civile - dont des syndicats, des défenseurs de l'environnement, des paysans, des organisations de développement et des groupes d'intérêt public de plus de 150 pays - nous vous écrivons aujourd'hui pour vous exprimer notre vive inquiétude quant à la situation actuelle des négociations à l'OMC. Nous vous invitons à veiller à ce que la conférence ministérielle de Nairobi serve à changer les règles de l'OMC pour rendre le système commercial international plus compatible avec le développement centré sur les êtres humains et à s'opposer aux efforts de certains pays développés d'abandonner l'agenda de développement pour le remplacer par une série de soi-disant « nouveaux sujets ». Ceux-ci sont en réalité des sujets non commerciaux qui empièteraient largement sur les économies nationales et réduiraient l'espace politique national nécessaire pour le développement et l'intérêt public.

Les gouvernements du monde ont adopté récemment les Objectifs de développement durable (ODD) négociés par les Nations Unies. Ceux-ci incluent des objectifs essentiels comme la réduction de la pauvreté et de l'inégalité ; l'éradication de la faim ; et l'accès à des services de base comme la santé, l'éducation, l'eau et l'énergie. Pour atteindre ces objectifs, les pays doivent avoir l'espace politique nécessaire pour : investir dans la production agricole nationale afin d'atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaire ; réguler le secteur financier afin d'assurer la stabilité financière ; augmenter la fourniture publique de services de base pour assurer l'éducation, la santé, l'eau et l'accès à l'énergie ; tirer bénéfice du pouvoir des marchés publics pour promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) ; utiliser les recettes fiscales, y compris les droits de douane, de façon stratégique pour promouvoir le développement durable et la création d'emplois décents; et assurer que l'investissement étranger serve les intérêts des plans nationaux de développement. Cependant, cet espace politique est actuellement limité par les règles de l'OMC que la grande majorité de ses membres, qui sont des pays en développement, ont demandé de changer. Et il est menacé encore davantage par l'effort d'un petit nombre de pays développés de remplacer les mandats de développement par de « nouveaux sujets » qui visent à accroître encore plus les marges de profit des multinationales.

En tant qu'organisations de la société civile, nous avons constaté de nos propres yeux, dans nos communautés, les impacts négatifs de 20 ans de certaines politiques de l'OMC, qui ont largement favorisé les intérêts des pays développés par rapport à ceux des pays en développement. Ceci a entraîné notamment l'augmentation des inégalités aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci ; a contribué au changement climatique en raison de l'augmentation du commerce; la dérégulation financière, qui a entraîné la crise économique globale de 2008 et les crises persistantes d'insécurité alimentaire et de chômage, pour n'en nommer que quelques uns. Beaucoup de nos organisations ont demandé à plusieurs reprises que l'OMC soit remplacée par une institution qui régule le commerce des multinationales au profit des travailleurs, des paysans,

¹ Initialement signé par 453 organisations du 9 Décembre , ici à 2015

des communautés et de l'environnement, au lieu de discipliner les Etats dans le but écriqué d'augmenter le commerce. En même temps, nous devons nous assurer que le modèle de l'OMC, qui consiste à restreindre l'espace politique national en faveur des droits commerciaux des multinationales, ne soit pas étendu, mais restreint. C'est pourquoi il est si urgent actuellement de faire en sorte que la ministérielle de Nairobi enlève les obstacles posés par l'OMC au développement en remplissant le mandat de développement. Il s'agit de renforcer et rendre efficace le traitement spécial et différencié (TSD) pour tous les pays en développement et d'affirmer les droit des pays en développement à la sécurité alimentaire, tout en bloquant l'agenda des multinationales, qui consiste à abandonner le développement en faveur d'une liste de « nouveaux sujets ».

Succès à Nairobi: réaliser le mandat de développement en renforçant le TSD pour tous les pays en développement, enlever les obstacles mis par l'OMC à la sécurité alimentaire et opérationnaliser les bénéfices pour les pays les moins avancés (PMA)

Cette année, un groupe de 90 pays en développement (G90) a fait des propositions concrètes pour changer certaines politiques. Beaucoup de ces propositions ressemblent aux demandes de la société civile contenues dans la [déclaration de revirement](#) adoptée par des centaines d'organisations de la société civile. Les membres de l'OMC à haut revenu essaient de décider eux-mêmes quels pays en développement devraient pouvoir utiliser ces flexibilités, en divisant les pays en développement selon des critères inexistantes et subjectifs et en cherchant à traiter les soi-disant « marchés émergents » comme s'ils étaient déjà développés. Cette approche n'a pas de base juridique à l'OMC, dans la politique de développement, ni la réalité économique. En fait, 70% des pauvres dans le monde vivent dans les « pays à revenu moyen ». Limiter la portée des propositions du G90 sur le traitement spécial et différencié condamnerait un milliard de personnes à vivre sous des règles de l'OMC non adaptées à leur niveau de développement, sans les flexibilités et l'espace politique nécessaires à leurs pays pour atteindre les ODD multilatéraux. Pour ces raisons, le TSD devrait être renforcé et rendu opérationnel pour tous les pays en développement, tout en accordant des flexibilités supplémentaires aux PMA, qui répondent à leurs besoins spécifiques de développement, financiers et économiques. *La ministérielle de l'OMC sera un échec pour le développement si tout le paquet des propositions du G90 pour tous les pays en développement n'est pas adopté à Nairobi.*

Pire : un seul membre de l'OMC – les Etats-Unis – semble non seulement refuser d'accepter tout le paquet du G90, mais aussi travailler à s'assurer que le mandat de développement de l'OMC soit abandonné une fois pour toutes. Alors qu'un manque d'accord sur le paquet de propositions du G90 à Nairobi signifierait un échec de la ministérielle du point de vue du développement, *abandonner tout le mandat de développement condamnerait la possibilité de remplir ce mandat à l'avenir, figeant ainsi le monde dans les inégalités et déséquilibres existants pour toujours – sur ordre d'un membre de l'OMC, une institution qui affirme fonctionner par consensus.*

De même, beaucoup des mêmes personnes pauvres dans les pays en développement et les PMA continuent à souffrir d'insécurité alimentaire. Depuis la ministérielle de Bali de décembre 2013, les pays en développement, les militants contre la faim et les paysans du monde entier (y compris aux [Etats-Unis](#)) ont travaillé pour s'assurer que les pays en développement soient épargnés par

les règles de l'OMC qui limitent drastiquement leur capacité d'investir dans les programmes de réserves publiques, même si ces investissements sont explicitement encouragés par les ODD pour réduire la faim en milieu rural et urbain. Les membres de l'OMC ont décidé de trouver une solution permanente à la question des réserves publiques pour la sécurité alimentaire d'ici le 31 décembre 2015. Le groupe G33 de 45 pays en développement a fait une proposition concrète pour enlever les limites posées aux pays en développement qui investissent dans leur sécurité alimentaire, en classant les réserves publiques pour la sécurité alimentaire dans la « boîte verte ». Ceci doit être entériné par la ministérielle de Nairobi. ***La ministérielle de l'OMC sera un échec du point de vue du développement si ce simple pas vers la souveraineté alimentaire n'est pas fait à Nairobi.***

Dans l'une des positions les plus hypocrites de l'histoire des négociations commerciales internationales, quelques pays développés non seulement s'opposent au droit des pays en développement de se nourrir, mais ils refusent aussi de réduire les soutiens internes à la production agricole exportée qui nuit aux marchés des autres pays. En fait, la promesse de réformer le commerce agricole global était la principale raison pour laquelle les pays en développement ont accepté de lancer le cycle de Doha. Quatorze ans plus tard, quelques pays développés continuent à subventionner les multinationales agro-alimentaires d'une façon qui nuit aux paysans des pays en développement, dont les gouvernements n'ont pas le droit d'octroyer ces subventions (ou ne peuvent pas se permettre de le faire). Nous soutenons le concept de souveraineté alimentaire, où les pays devraient être autorisés à octroyer des soutiens internes à la production agricole, mais aucun pays ne devrait être autorisé à exporter de la nourriture d'une façon qui nuit aux marchés des autres pays. ***La ministérielle de l'OMC sera un échec du point de vue du développement si les disciplines aux soutiens internes qui nuisent aux marchés des autres pays ne sont pas adoptées à Nairobi.***

En même temps, l'attaque contre les marchés agricoles des pays en développement par le dumping de produits subventionnés exige une solution immédiate. La proposition du G33 de créer un mécanisme spécial de sauvegarde (MSS) qui permette aux pays en développement de protéger leur sécurité alimentaire, les moyens d'existence des paysans et le développement rural serait un autre pas important vers la restauration de la souveraineté alimentaire des pays, mise à mal par les déséquilibres actuels des règles de l'OMC. ***La ministérielle de l'OMC sera un échec du point de vue du développement si un MSS concret et pratique, selon la proposition du G 33, n'est pas adopté à Nairobi.***

Même sur les sujets où tous les membres de l'OMC devraient pouvoir se mettre d'accord – assurer les bénéfices pour les PMA -, le consensus n'a pas encore été trouvé. Même si c'était un mandat prioritaire pour la période post-Bali, le petit paquet pour les PMA adopté à Bali doit encore être opérationnalisé, y compris en assurant l'accès au marché hors contingent et droits de douane pour 100% des exportations des PMA ; en prenant des engagements contraignants pour l'exception sur les services pour les PMA et la simplification totale des règles d'origine (RO). De plus, les cotonculteurs d'Afrique ont été pénalisés pendant des années par les subventions que les pays riches ont accepté de discipliner d'une façon « rapide ». ***La ministérielle de l'OMC sera un échec du point de vue du développement si les disciplines sur les subventions au coton ne sont pas décidées à Nairobi, de même que l'opérationnalisation de tous les aspects de tout le paquet pour les PMA.***

L'introduction d'une liste de souhaits du secteur privé sur les « nouveaux sujets » ne doit pas être sur la table à Nairobi

Nous sommes tous d'accord que le commerce international a beaucoup évolué depuis le lancement du cycle de Doha en 2001. Malheureusement, beaucoup de travailleurs et de paysans opèrent toujours sous les règles négociées à la moitié des années 1990 – auxquelles beaucoup de pays en développement et d'organisations de la société civile du monde entier ont fait objection lors de la création de l'OMC. Il est complètement inapproprié de lancer des négociations sur de nouveaux sujets pour le bénéfice des multinationales financières, technologiques et logistiques de quelques membres de l'OMC, sans s'occuper d'abord des inégalités et déséquilibres des règles actuelles de l'OMC.

Beaucoup de ces sujets ont été rejetés explicitement par les membres de l'OMC dans un passé récent, notamment les « questions de Singapour », y compris l'investissement, la politique de la concurrence et la transparence dans les marchés publics. La société civile s'oppose depuis longtemps aux accords de protection des investissements (APPI) qui font passer les investisseurs étrangers avant les citoyens, les communautés, l'environnement et l'intérêt public en général, qu'ils apparaissent de façon bilatérale, plurilatérale ou multilatérale. De nombreux gouvernements ont tenu compte de l'explosion de plaintes portées par les investisseurs contre des gouvernements souverains et sont en train de réécrire les règles nationales d'investissement pour s'assurer qu'elles bénéficient à l'intérêt national. Pendant que le débat public fait rage sur les impacts négatifs de tels accords, il est scandaleux de permettre que cette question, qui avait pourtant été rejetée, revienne à l'OMC. De même que la question de la politique de la concurrence et l'ouverture des marchés publics aux multinationales étrangères, qui profitent d'abord aux intérêts de ces dernières. Les marchés publics sont un outil important de développement local et pour traiter les inégalités dans les pays et ces objectifs devraient avoir la priorité sur l'ouverture des marchés pour des soumissionnaires transnationaux. Ce ne sont pas d'abord des questions commerciales et elles ne doivent pas figurer à l'agenda – il n'y a même pas de base légale à l'OMC pour les y amener tant que les demandes des pays en développement n'ont pas été traitées de façon exhaustive.

De même, il semble que certains pays développés cherchent à amener à l'OMC des questions que beaucoup de pays en développement et de membres de la société civile du monde entier ont rejetées dans des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou plurilatéraux. Cela semble inclure l'idée de donner de nouveaux « droits » à des multinationales de technologie avancée de transférer les données à l'étranger de façon illimitée, via des discussions sur le commerce électronique. Quelques pays semblent aussi intéressés à imposer aux membres de l'OMC l'inclusion de disciplines pour les entreprises détenues par l'Etat (qui peuvent être un outil essentiel de croissance économique dans beaucoup de pays) ; et d'autres « nouveaux sujets » qui doivent encore être définis par les membres qui cherchent quand même le mandat de les discuter. ***La ministérielle de l'OMC sera un échec d'un point de vue du développement si les « nouveaux sujets » - y compris sous la rubrique sournoise des « discussions sur les chaînes globales de valeur (CGV) ou l'économie digitale » sont adoptés à Nairobi comme partie de l'agenda post-ministérielle.***

La société civile a observé et condamné pendant longtemps le processus de négociation inéquitable à l'OMC, où les positions des membres puissants l'emportent sur les positions et les besoins de la grande majorité des membres qui sont des pays en développement, alors que les intérêts des travailleurs, des paysans et de l'environnement sont relégués à l'arrière-plan en faveur d'objectifs de profit du secteur privé. Il est très regrettable que sous la direction actuelle ce phénomène semble même avoir empiré, alors que le directeur général est issu d'un pays en développement.

Nairobi va être un arbitre crucial de l'avenir du système commercial international. L'OMC va-t-elle continuer le « business as usual », où les intérêts des pays puissants, guidés par le secteur privé, dominant et le mandat de développement est abandonné en faveur de discussions sur la libéralisation de nouveaux sujets ? Ou les membres de l'OMC écouteront-ils les besoins des PMA ; des pauvres de tous nos pays ; des paysans qui cherchent à gagner leur vie ; des travailleurs qui cherchent un travail décent ; et de l'environnement pour notre futur commun ?

Pour que la ministérielle “marche” pour la nourriture, les emplois et le développement durable, le résultat nécessaire est clair : la transformation des grandes inégalités dans le système agricole global doit commencer, notamment : enlever les obstacles aux réserves publiques pour la sécurité alimentaire ; un MSS concret et pratique ; et des disciplines aux soutiens internes et à la compétition aux exportations. Dans l'OMC, il faut répondre aux demandes de développement, y compris tout le spectre des propositions du G90 pour tous les pays en développement et l'opérationnalisation du paquet pour les PMA. L'agenda du secteur privé et des pays riches, qui consiste à abandonner constamment le mandat de développement doit être arrêté, tout comme l'imposition d'une série de « nouveaux sujets » déjà rejetés, mal définis et qui n'ont rien à voir avec le commerce.

Sincèrement,

Signataires à compter du 14 Décembre :

Réseaux et organisations internationales

1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	ActionAid International	ActionAid is an international organisation, working with over 15 million people in 45 countries for a world free from poverty and injustice.
3	African Center for Trade, Integration and Development (ENDA CACID), West Africa	Le Centre Africain pour le Commerce, l'Intégration et le Développement (CACID) est créé pour soutenir les efforts des pays africains pour atteindre des objectifs de développement qui impactent positivement et durablement sur les conditions de vie de la majorité des citoyens, en particulier des plus pauvres.

4	Amigos de la Tierra América Latina y Caribe (ATALC)	Amigos de la Tierra América Latina y Caribe (ATALC-Friends of the Earth (FoE) Latin America and Caribbean)
5	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members
6	Asia Monitor Resource Centre (AMRC)	AMRC works to support a democratic and independent labour movement in Asia, promoting the respect of labour rights, gender equality, and active workers' participation in work-related issues
7	Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA)	AFA is a regional alliance of 17 national federations and organizations of small scale women and men farmers and producers from 13 countries in Asia.
8	Campaign2015+ International	Campaigning towards and beyond 2015 is the major thrust of Campaign2015+ International.
9	Caribbean Development Activists Network of Women (Caribbean DAWN)	A regional network of community activists, development practitioners and scholars. We work for gender justice and sustainable human development. Caribbean Dawn provides a forum for analysis, reflection, advocacy and research on important development.
10	Caribbean Network of Rural Women Producers (CANROP)	CANROP is the umbrella organization that embraces national chapters of rural women's associations in the Caribbean. These associations had been established in response to the need to equip women with technical, administrative and entrepreneurial skills as a means to improving their socio-economic status and create employment in the rural areas in which they live.
11	Caribbean Policy Development Centre (CPDC)	CPDC is a coalition of Caribbean non-governmental organizations. It was established in 1991 to sensitize NGOs and the general public on key policy issues and to impact policy makers on decisions which put the interests of Caribbean people at the center of the Caribbean development strategy.
12	Caribbean Youth Environment Network (CYEN)	CYEN is a regional organisation whose membership comprises youth groups and individual youth. It aims to promote youth in the Caribbean to take positive action on issues related to environment and sustainable development.
13	Central America Women's Network (CAWN)	CAWN is a network of women united by a commitment to women's human and labour rights worldwide. It contributes to uphold the political, social, cultural and economic rights of Central American women.
14	Confederación Latinoamericana y del Caribe de Trabajadores Estatales (CLATE)	CLATE - es una organización sindical internacional que agrupa a los trabajadores estatales de las hermanas naciones de América Latina, con pleno respeto de las entidades afiliadas a ella, siendo encargada de fijar y ejecutar a nivel latinoamericano, la política global y coordinada de la promoción de los trabajadores estatales.

15	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	DAWN is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and democratic development.
16	East African Health Platform (EAHP)	The EAHP is an advocacy forum for Private Sectors Organizations, Civil Society Organizations, Faith Based Organizations and other interest groups working on health in East Africa.
17	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	ESAFF is a network of small holder farmers that advocate for policy, practice and attitude change that reflects the needs, aspirations, and development of small-scale farmers in east and southern Africa. ESAFF operates in 13 countries.
18	Enda Tiers Monde	Enda is an international organization engaged in environment development action in the third world.
19	European Federation of Public Service Unions (EPSU)	EPSU is the largest federation of the ETUC and comprises 8 million public service workers from over 265 trade unions; EPSU organises workers in the energy, water and waste sectors, health and social services and local and national administration, in all European countries including in the EU's Eastern Neighborhood. EPSU is the recognized regional organization of Public Services International (PSI).
20	Food & Water Europe	Food & Water Europe monitors the practices of multinational corporations that impact our food and water. We work with grassroots organizations around the world to create a genuinely economically and environmentally viable future.
21	Food Sovereignty Network South Asia (FSNSA)	FSNSA works to achieve Food Sovereignty right of peoples, communities and countries to define their own agricultural, labour, fishing, food and land policies which are ecologically, socially, economically and culturally appropriate to their unique circumstances. It consist of NGOs/CSOs and People's Movements of India, Bangladesh, Afghanistan, Sri Lanka, Pakistan and Nepal.
22	Friends of the earth international (FoEI)	FoEI is the world's largest grassroots environmental network with over 2 million members and supporters around the world. It campaigns on today's most urgent environmental and social issues. FoEI challenge the current model of economic and corporate globalization, and promote solutions that will help to create environmentally sustainable and socially just societies.
23	Health Innovation in Practice	HIP seeks to promote and facilitate policy action around needs-driven innovation for health at the country and regional level, as well as across countries.
24	Internacional de Servicios Públicos de Americas (ISP Americas)	En América del Norte, Central y del Sur, y el Caribe la ISP cuenta con 140 organizaciones sindicales afiliadas en 35 países, que representan a un total de 3,3 millones de trabajadores afiliados.
25	International Baby Food Action Network (IBFAN)	IBFAN is a 35-year old coalition working on the nutrition of infants and young children. It serves as an interface between the

		network of more than 273 not-for-profit non-governmental organisations in more than 168 countries, and the UN organizations, human treaty bodies and Geneva-based international NGOs.
26	International Grail Justice in Trade Agreement Network	A coalition of groups working for peace and justice in 20 countries worldwide.
27	International Transport Workers' Federation (ITF)	ITF is a global union federation comprised of 700 unions representing over 4.5 million transport workers from some 150 countries around the world.
28	International Union of Food, Agriculture, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers (IUF)	The IUF is currently composed of 385 trade unions in 123 countries representing a combined representational membership of over 12 million workers (including a financial membership of 2.6 million).
29	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).
30	Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo (RIPESS LAC)	La RIPESS es una red intercontinental que vincula las redes de economía social y solidaria de todas las regiones del planeta. Como red de redes, está compuesta de redes intercontinentales (RIPESS-LAC, RIPESS-EU, RIPESS-NA, RAESS y ASEC) que a su vez reúnen redes nacionales y redes sectoriales.
31	Movimiento Mesoamericano contra el Modelo extractivo Minero -M4-Región Mesoamérica	Movimiento Mesoamericano contra el Modelo extractivo Minero is a network struggling against mega-mining and defending land and territories. Most of our members are grassroots groups and local organizations working daily with them to grow autonomous projects. We truly believe in self-determination.
32	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to: 1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability.
33	Pan-African Baraza	Pan-African Baraza is a forum for amplifying the voices of movements and organisations for social justice by reclaiming the past, contesting the present and inventing the future.
34	PANOS Caribbean	Panos Caribbean is a regional organization which helps journalists to cover sustainable development issues that are overlooked and misunderstood.
35	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16

		países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
36	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
37	Public Services International (PSI), Africa and Arab Countries Region	Africa and Arab countries form one of the four regions in the PSI structure. PSI's 153 affiliated organisations in some 43 countries represent a membership of around 1.5 million people here.
38	Public Services International in the Caribbean	23 trade union organisations in 20 countries and territories in the Dutch, English, and French-speaking Caribbean. These organisations represent over 60,000 women and men who deliver valuable public services.
39	Public Services International, Asia Pacific Region	PSI's Asia and Pacific region covers 122 unions in 22 countries and related territories with a membership of two million workers.
40	Red de Educación Popular Entre Mujeres Latinoamérica y Caribe (REPEM LAC)	REPEM LAC desarrolla sus actividades en América Latina y el Caribe desde 1981. Es una entidad civil sin fines de lucro que cuenta con la participación de 65 instituciones, organizaciones y grupos de mujeres en Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua, Panamá, Paraguay, Perú, República Dominicana, Uruguay y Venezuela.
41	Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE)	REMTE es un espacio de articulación de redes y núcleos nacionales de once países de la región, en el que participan mujeres urbanas y rurales, de ámbitos académicos, ONG y organizaciones de base. Su propósito es contribuir a la apropiación crítica de la economía por parte de las mujeres, y a la búsqueda de alternativas basadas en la justicia económica y la justicia de género.
42	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a formellement été fondé en juillet 2000 lors d'une rencontre à Cotonou qui a rassemblé une centaine de responsables paysans mandatés par leurs organisations. Il regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo,).
43	Society for International Development (SID)	SID is an international network of individuals and organizations founded in 1957 to promote social justice and foster democratic participation in the development process. SID has over 30 chapters and 3,000 members in more than 50 countries.

44	Society of Catholic Medical Missionaries	The Medical Mission Sisters are a religious congregation of women in the Roman Catholic Church founded in 1925 and dedicated to providing the poor of the world better access to health care.
45	South Asia Farmers Forum	South Asia Farmers Forum
46	South Asia Peasants Coalition	The South Asian Peasant Coalition (SAPC) is a network of peasant organizations at the South Asian level committed to strengthen networks in the interest of the people's movements in South Asia.
47	Third World Network (TWN)	Third World Network (TWN) is an independent non-profit international network of organisations and individuals involved in issues relating to development, developing countries and North-South affairs.
48	UNI AMERICAS	UNI Americas represents 4 million workers in the Americas and the Caribbean. We are part of the 20-million strong UNI Global Union family which has affiliated 900 unions in 140 countries globally.
49	West African Civil Society Platform on the Cotonou Agreement (POSCAO)	West African Civil Society Platform on the Cotonou Agreement (POSCAO)
50	Womantra	WOMANTRA is a community of Caribbean feminists throughout the Diaspora who are committed to working TOWARD gender justice ACROSS borders.
51	Women In Development Europe (WIDE+)	WIDE+ is the network that follows up the previous WIDE network (a member of S2B), composed of feminists, NGO's, researchers, etc. that advocate for a socially just economy.

Organismes et réseaux nationaux

52	S.O.S.-CEDIA	Angola
53	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
54	Directorate of Gender Affairs Crisis Centre	Antigua and Barbuda
55	Women Against Rape Inc.	Antigua and Barbuda
56	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
57	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina
58	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos	Argentina
59	Australian Fair Trade Investment Network (AFTINET)	Australia
60	Australian Communication Workers Alliance (ACWA)	Australia
61	New South Wales Nurses and Midwives' Association	Australia

62	Australian Grail Justice and Trade Agreements Network	Australia
63	Informationsgruppe Lateinamerika (IGLA)	Austria
64	Hollaback! Bahamas	Bahamas
65	World Merit	Bahamas
66	Bahamas Crisis Centre	Bahamas
67	Equality Bahamas	Bahamas
68	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
69	Gonoshasthaya Kendra	Bangladesh
70	VOICE	Bangladesh
71	Equity and Justice Working Group	Bangladesh
72	Textile Garments Workers Federation	Bangladesh
73	Sramabikash Kendra	Bangladesh
74	Business and Professional Women's Club of Barbados	Barbados
75	Caribbean Women's Association (CARIWA) Barbados	Barbados
76	Save Foundation	Barbados
77	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
78	Young Women's Christian Association (YWCA)	Barbados
79	Centre tricontinental (CETRI)	Belgium
80	SOS Faim	Belgium
81	CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement)	Belgium
82	Women's Issues Network of Belize (WINBELIZE)	Belize
83	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
84	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin Republic
85	Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA)	Bolivia
86	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
87	Confederação dos Trabalhadores no Serviço Público Federal (CONDSEF)	Brazil
88	Red Brasileira por la Integración de los Pueblos (REBRIP)	Brazil
89	Instituto EQUIT - Genero, Economia y Ciudadania Global	Brazil
90	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
91	Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
92	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
93	Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
94	Independent Democracy of Informal Economy Association (IDEA)	Cambodia
95	Cambodian's Civil Servant Association (CICA)	Cambodia
96	Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
97	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
98	Common Frontiers	Canada
99	MiningWatch Canada	Canada

100	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ	Canada
101	Council of Canadians	Canada
102	ATTAC-Québec	Canada
103	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
104	Conseil Inter ONG En Centrafrique (CIONGCA)	Central African Republic
105	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
106	Observatorio Ciudadano	Chile
107	Chile Sustentable Fundacion	Chile
108	Confederación Nacional de Funcionari@s de Salud Municipal (CONFUSAM)	Chile
109	Federacion de Vocales Región Centro	Colombia
110	Censat Agua Viva - Amigos de la Tierra	Colombia
111	Liga Nacional de Usuarios de Servicios Públicos Domiciliarios (Liga USPD)	Colombia
112	Asociación de Servidores Públicos Departamentales y Municipales de Antioquia (ADEA)	Colombia
113	Organización Freskiemos el ambiente	Colombia
114	Asociacion Ambiente y Sociedad	Colombia
115	Federación Vocales Región Centro y Distrito Capital	Colombia
116	Grupo de Investigación en Derechos Colectivos y Ambientales (GIDCA)	Colombia
117	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
118	Confederación de Trabajadores Rerum Novarum (CTRN)	Costa Rica
119	Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores de la Universidad Nacional de Costa Rica (SITUN)	Costa Rica
120	Asociación Nacional de Profesionales en Enfermería (ANPE)	Costa Rica
121	Asociación Nacional de Empleados Públicos y Privados (ANEP)	Costa Rica
122	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba
123	Red en Defensa de la Humanidad	Cuba
124	Ecumenical Academy	Czech Republic
125	Dominica National Council of Women	Dominica
126	Kalingo Carib Council	Dominica
127	Alianza ONG	Dominican Republic
128	Confederación Nacional de Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
129	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	DR Congo
130	Recherche et Action pour un Développement Multisectoriel (RADEM)	DR Congo
131	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	DR Congo

132	“Segundo Montes Mozo S.J.” (CSMM)	Ecuador
133	Red de Mujeres Transformando la Economía (REMTE)	Ecuador
134	Jubileo 2000 Red	Ecuador
135	Confederación Sindical del Ecuador (CSE)	Ecuador
136	Observatorio Ciudadano de Servicios Públicos	Ecuador
137	Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR)	Egypt
138	Sindicato de Empresa Trabajadores de ANDA (SETA)	El Salvador
139	Asociación General de Empleados Públicos y Municipales (AGEPYM)	El Salvador
140	CESTA Amigos de la Tierra	El Salvador
141	Red de Ambientalistas Comunitarios de El Salvador Racdes	El Salvador
142	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
143	Cotonou Task Force	Ethiopia
144	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
145	Ecumenical Centre for Research, Education and Advocacy (ECREA)	Fiji
146	The Finnish NGDO Platform to the EU (Kehys)	Finland
147	Solidarité	France
148	Collectif STOP TAFTA	France
149	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
150	Worldview	Gambia
151	World Economy, Ecology & Development (WEED)	Germany
152	Chaos Computer Club (CCC)	Germany
153	Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V. (FDCL)	Germany
154	Campact	Germany
155	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
156	Naturefriends	Greece
157	Grenada National Organization of Women (GNOW)	Grenada
158	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
159	Federation de Femmes Entreprenuers et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
160	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea-Bissau
161	Guyana Association of Women Lawyers	Guyana
162	Help & Shelter	Guyana
163	Red Thread	Guyana
164	Women Across Differences (WAD)	Guyana
165	Christian Aid	Haiti
166	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haiti
167	Centre de Recherche et d Action Pour le Developpement (CRAD)	Haiti

168	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
169	Moana Nui Action Alliance	Hawaii
170	Globalization Monitor	Hong Kong
171	ATTAC Hungary	Hungary
172	All India Kisan Sabha (AIKS)	India
173	Alliance for Sustainable & Holistic Agriculture (ASHA)	India
174	IT for Change	India
175	Initiative for Health & Equity in Society	India
176	All India Drug Action Network .	India
177	Navdanya	India
178	Foundation for Science Technology & Ecology	India
179	Diverse Women for Diversity	India
180	Mahila Anna Swarajya	India
181	National Working Group on Patent Laws and WTO	India
182	Swadeshi Andolan	India
183	ActionAid India	India
184	Indian National Defence Workers Federation (INDWF)	India
185	Bharatiya Krishak Samaj (BKS) farmers' union	India
186	Tamil Nadu Electricity Board Accounts and Executive staff Union	India
187	Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
188	National Agricultural workers Forum (NAWF)	India
189	National Center for Labour	India
190	Sunray Harvesters	India
191	Gene Campaign	India
192	National Alliance of People's Movements (NAPM)	India
193	Right to Food Campaign	India
194	CIVIC Bangalore	India
195	Paschim Banga Khet Mazdoor Samiti	India
196	Udayani	India
197	Centre for Equity Studies	India
198	Aman Biradari Trust	India
199	Vikas Samvad, Bhopal	India
200	Chaupal, Chhattisgarh	India
201	Jagruti Advisari Dalit Samiti, Barwani, Madhya Pradesh	India
202	Center for Workers Education	India
203	Wada Na Todo Abhiyan (WNTA)	India
204	Environics Trust	India
205	Communist Party of India (M-L)	India
206	Navdanya	India

207	National Federation of Indian Women	India
208	Swami Sivananda Memorial Institute	India
209	All India Agricultural Workers Union	India
210	National Confederation of Officers Association of Central PSUs	India
211	Sanchar Nigam Executives Association	India
212	New Trade Union Initiative (NTUI)	India
213	Swadeshi Jagran Manch	India
214	All India Drug Action Network (AIDAN)	India
215	All India Peoples Science Network (AIPSN)	India
216	All India Power Engineers Federation (AIPEF)	India
217	All India Progressive Women Association (AIPWA)	India
218	All India Students Association (AISA)	India
219	Forum Against FTAs	India
220	India FDI Watch	India
221	Indian Social Action Forum (INSAF)	India
222	Janpahal	India
223	Madhyam	India
224	The Centre for Community Economics and Development Consultants Society (CECOEDECON)	India
225	Swadeshi Andolan	India
226	Programme on Women's Economic, Social and Cultural Rights (PWESCR)	India
227	South Asian Dialogues on Ecological Democracy (SADED)	India
228	Vasudev Kutumbkum	India
229	The Hawkers Federation	India
230	Thanal	India
231	Socialist Party	India
232	All India Union of Forest Working People (AIUFWP)	India
233	Asha Parivar	India
234	Citizen News Service (CNS)	India
235	Shetkari Sanghatana Paik	India
236	Sedane Labour Resource Center (LIPS)	Indonesia
237	Inspirator Muda Nusantara	Indonesia
238	Berdikari Institute	Indonesia
239	Indonesian Forum for Environment/Walhi	Indonesia
240	Action from Ireland	Ireland
241	Keep Ireland Fracking Free	Ireland
242	Trócaire	Ireland
243	Presentation Justice Network	Ireland
244	Galway One World Centre	Ireland

245	Comhlámh	Ireland
246	Terra Nuova	Italy
247	Osservatorio Italiano sulla Salute Globale (OISG)	Italy
248	Alliance Pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflict (ARDPC)	Ivory Coast
249	Association of Women's Organization of Jamaica (AWOJA)	Jamaica
250	Fifty-One Percent Coalition	Jamaica
251	Jamaica Civil Society (Coalition) Forum	Jamaica
252	JFLAG – Women's Empowerment for Change	Jamaica
253	Jamaica Household Workers' Union	Jamaica
254	Jamaica Network of Rural Women Producers (JNRWP)	Jamaica
255	Jamaica Youth Advocacy Network	Jamaica
256	Grassroots Organizations Operating Together in Sisterhood (GROOTS)	Jamaica
257	Quality of Citizenship Jamaica	Jamaica
258	Institute of Gender and Development Studies (IGDS)	Jamaica
259	SISTREN Theatre Collective	Jamaica
260	Women's Committee of the G2K (Jamaica Labour Party Youth Arm)	Jamaica
261	Women's Media Watch (WMW)	Jamaica
262	Woman Inc.	Jamaica
263	Women's Resource and Outreach Centre (WROC)	Jamaica
264	Young Women's Leadership Initiative	Jamaica
265	Jamaica Community of Positive Women	Jamaica
266	Yokohama Action Research	Japan
267	Globalization Watch Hiroshima	Japan
268	Kenya Small Scale Farmers Forum (KESSFF)	Kenya
269	ECONEWS Africa	Kenya
270	Kenya Food Rights Alliance (KeFRA)	Kenya
271	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI) Kenya	Kenya
272	Bunge La Mwananchi Social Movement	Kenya
273	Mathare Social Justice Centre	Kenya
274	Unga Revolution Movement	Kenya
275	Action Green for Trade and Sustainable Development (AGTSD)	Kenya
276	The Coalition for Constitution Implementation	Kenya
277	Econews Africa	Kenya
278	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
279	National Council of NGOs	Kenya
280	AwaaZ	Kenya
281	Mazingira Institute	Kenya

282	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
283	Rural Self-help Development Association (RSDA)	Lesotho
284	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
285	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
286	Patriot Vision in Action (PAVA)	Lesotho
287	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
288	United Textile Employees (UNITE)	Lesotho
289	West African Women Association (WAWA)	Liberia
290	Cercle de Coopération des ONG de développement	Luxembourg
291	Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)	Luxembourg
292	SOS-Faim	Luxembourg
293	Cercle de Coopération	Luxembourg
294	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
295	Malawi Economic Justice Network (MEJN)	Malawi
296	Communication Workers Union of Malawi (COWUMA)	Malawi
297	Observateur de l'Union Africaine pour la composante des Droits humains au Mali (RODADDHD)	Mali
298	Reseau des ONGs de Developpement et Associations de Defense des Droits de L'homme et de la Democratie (RODADDHD)	Mali
299	MUSONET	Mali
300	Foundation pour le Developpement au Sahel (FDS)	Mali
301	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
302	GLOBE	Mauritania
303	Mauritius Trade Union Congress (MTUC)	Mauritius
304	Migration and Sustainable Development Alliance (MSDA)	Mauritius
305	Resistance & Alternatives	Mauritius
306	Center for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
307	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
308	Jóvenes frente al G20	Mexico
309	Asociación Nacional de Industriales de la Transformación (ANIT)	Mexico
310	Centro de Promoción y Educación Profesional "Vasco de Quiroga"	Mexico
311	Sindicato Unico de Trabajadores del Gobierno del Distrito Federal	Mexico
312	Asesoría e Investigación	Mexico
313	Grupo Tacuba	Mexico
314	Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo (ANEC)	Mexico
315	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Mexico
316	Red Nacional Género y Economía	Mexico
317	Siembra	Mexico

318	Mujeres para el Diálogo	Mexico
319	Unión Popular Valle Gómez	Mexico
320	Ombbligo Verde, A.C.	Mexico
321	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
322	Réseau Euromd Maroc des ONG	Morocco
323	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
324	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
325	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
326	All Nepal Peasants' Federation (ANPFa)	Nepal
327	National Women Peasants Association	Nepal
328	Nepal Youth Peasants Association	Nepal
329	National Agriculture Labour Association	Nepal
330	Nepal Dalit and Landless farmers Association	Nepal
331	Union of Public Services in Nepal (UPSIN)	Nepal
332	Wemos foundation	Netherlands
333	Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
334	Working group Food Justice	Netherlands
335	The New Zealand Council of Trade Unions Te Kauae Kaimahi	New Zealand
336	It's Our Future: Kiwis against the TPPA	New Zealand
337	Association Nigérienne des Scouts de l Environnement du Niger	Niger
338	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
339	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
340	Ogoni Solidarity Forum	Nigeria
341	CAFISO-WRAG for Development	Nigeria
342	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
343	ATTAC	Norway
344	Campaign for the Welfare State	Norway
345	The Development Fund	Norway
346	Spire	Norway
347	Nei til EU (No to EU)	Norway
348	Fagforbundet (Norwegian Union of Municipal and General Employees)	Norway
349	Baluchistan Rural Development & Research Society (BRDRS)	Pakistan
350	NOOR PAKISTAN	Pakistan
351	Grupo de Agroecología y Soberanía Alimentaria de Panamá (GASA)	Panama
352	Sindicato de la Industria Eléctrica y Similares de la República de Panamá (SITIESPA)	Panama
353	Colectivo Voces Ecológicas (COVEC)	Panama
354	Unión Nacional de Consumidores y Usuarios de la República de Panamá (UNCUREPA)	Panama

355	Federación Nacional de Asociaciones y Organizaciones de Empleados Públicos (FENASEP)	Panama
356	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
357	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Peru
358	Federación Nacional de Trabajadores del Agua Potable (FENTAP)	Peru
359	Frente Regional Por la Defensa del Agua y la Vida Lambayeque (FREDAV-LAM)	Peru
360	IDEALS	Philippines
361	Ecumenical Institute for Labor Education and Research, Inc. (EILER)	Philippines
362	Coconut Industry Reform Movement, Inc. (COIR)	Philippines
363	Workers Assistance Center, Inc.	Philippines
364	Medical Mission Sisters	Philippines
365	Center for Trade Union and Human Rights (CTUHR)	Philippines
366	Kilusang Mayo Uno (KMU)	Philippines
367	WomanHealth	Philippines
368	Fundacja Strefa Zieleni	Poland
369	ATTAC	Poland
370	2B Fair Foundation	Poland
371	Institute of Global Responsibility	Poland
372	Plataforma contra o Tratado Transatlántico	Portugal
373	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
374	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
375	Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI)	Samoa
376	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé and Príncipe
377	ARCADE	Senegal
378	L'office Africain pour le développement et la coopération (OFADEC)	Senegal
379	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
380	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles (LUNGOS)	Seychelles
381	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
382	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
383	South Durban Community Environmental Alliance	South Africa
384	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	South Africa
385	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
386	Economic Justice Network of Foccosa	South Africa
387	Korean House for International Solidarity	South Korea
388	Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)	South Sudan

389	Unión Universal Desarrollo Solidario	Spain
390	ATTAC	Spain
391	Intersindical Valenciana	Spain
392	ATTAC BIZKAIA	Spain
393	Unión Universal Desarrollo Solidario	Spain
394	Acció Ecologista-Agró (País Valencià)	Spain
395	Ong AFRICANDO	Spain
396	Confederacion Intersindical	Spain
397	Plataforma pel Dret a Decidir del País Valencià	Spain
398	National Free Trade Union (NFTU)	Sri Lanka
399	Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA)	St. Lucia
400	Iyanola (St. Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (ICAR)	St. Lucia
401	Saint Lucia Crisis Centre	St. Lucia
402	United and Strong	St. Lucia
403	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and the Grenadines
404	Foundation Ultimate Purpose (UP)	Suriname
405	Stichting Projekta	Suriname
406	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
407	Coordination Climat Justice Sociale	Switzerland
408	Forum Social Lémanique	Switzerland
409	Geneva Infant Feeding Association (GIFA)	Switzerland
410	International-Lawyers.Org	Switzerland
411	Alliance Sud	Switzerland
412	Syndicat Adetra	Switzerland
413	Solidarité Bosnie	Switzerland
414	Association citoyenne pour la défense des usagers du service public (ACIDUS)	Switzerland
415	ATTAC-Suisse	Switzerland
416	ATTAC-Genève	Switzerland
417	Association Solidarité Suisse-Guinée	Switzerland
418	Tanzania Trade and Economic Justice Forum (TTEJF)	Tanzania
419	Tanzania Organization for Agricultural Development (TOFAD)	Tanzania
420	Ecosystems-Based Adaptation for Food Security Assembly (EBAFOSA)	Tanzania
421	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	Tanzania
422	Governance Links Tanzania	Tanzania
423	Civil Education is a Solution for Poverty and Environment (CESOPE)	Tanzania
424	Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA)	Tanzania

425	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
426	Thailand Confederation Trade Union (TCTU)	Thailand
427	Worldview	The Gambia
428	The Asia Foundation	Timor-Leste
429	Ligue des consommateurs du Togo (LCT)	Togo
430	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
431	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
432	Grassroots Organizations Operating Together in Sisterhood (GROOTS)	Trinidad & Tobago
433	Network of NGOs Trinidad & Tobago	Trinidad & Tobago
434	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
435	Coalition Advocating for Inclusion of Sexual Orientation (CAISO)	Trinidad & Tobago
436	Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA)	Trinidad & Tobago
437	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
438	Consumer Education Trust	Uganda
439	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI) Uganda	Uganda
440	Coalition for Health Promotion and Social Development (HEPS)	Uganda
441	National Justice & Peace Network	UK
442	GMB Trade Union	UK
443	Banana Link	UK
444	StopTTIP	UK
445	Global Justice Now	UK
446	Comisión Nacional en Defensa del Agua y la Vida (CNDAV)	Uruguay
447	Comisión Multisectorial	Uruguay
448	Oakland Institute	USA
449	Medical Mission Sisters	USA
450	Americas Program of the Center for International Policy	USA
451	Institute for Policy Studies, Global Economy Project	USA
452	Friends of the Earth, U.S	USA
453	Popular Resistance	USA
454	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
455	Scode	Vietnam
456	Al-Jawf women organization for Development (ALJWOF-D)	Yemen
457	Zambia Council for Social Development (ZCSD)	Zambia
458	Centre for Trade Policy and Development (CTPD)	Zambia

459	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Zimbabwe
460	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe